



**Global
Call to Action
Against Poverty**

People Rising to End Inequalities

Émerger de la crise de la COVID-19 dans un monde équitable pour tous

***Document de prise de position –
Action mondiale contre la pauvreté
(GCAP)***

Septembre 2021

« La pandémie est un portail. Nous pouvons choisir de le traverser, en emmenant avec nous les carcasses de nos préjugés et de notre haine, notre avarice, nos banques de données et nos idées mortes, nos rivières mortes et notre ciel brumeux. Ou nous pouvons la traverser en toute légèreté, avec peu de bagages, prêts à imaginer un autre monde. Et prêts à se battre pour lui. »

~ Arundhati Roy, romancière décorée du *Booker Prize*, essayiste et militante politique¹

« La COVID-19 est un appel à se réveiller... Et nous continuons à dormir profondément. »

~ António Guterres, Secrétaire général des Nations Unies²

Ce n'est pas le monde que nous voulons

La COVID-19 a bouleversé le monde entier. Mais c'est loin d'être la première crise à toucher les milliards de personnes dont les droits à la santé, à la sécurité, à la nourriture et à la dignité sont bafoués au quotidien. Cela fait plus de 15 ans qu'Action mondiale contre la pauvreté (*GCAP – Global Call to Action Against Poverty* en anglais) et ses membres à travers le monde luttent pour la justice en dénonçant les structures et les institutions qui perpétuent la pauvreté et les inégalités.

Depuis le début de la pandémie en décembre 2019, plus de 200 millions de personnes ont contracté la COVID-19. Quatre millions et demi de personnes – des sœurs, des frères, des parents, des voisins et des amis – sont mortes de la maladie. Et il s'agit là des chiffres officiels. Le bilan réel est probablement beaucoup plus élevé, étant donné que de nombreuses communautés pauvres n'ont simplement pas les ressources nécessaires pour fournir des chiffres complets. Dans le même temps, la pandémie a poussé près de 100 millions de personnes dans une situation de pauvreté extrême⁴.

Le virus de la COVID-19 est un virus inégalitaire. Les disparités sont partout autour de nous : d'un accès inégal au vaccin au fait que les travailleurs de première ligne, qui font face aux risques sanitaires les plus importants, sont principalement des femmes de couleur et des membres des communautés discriminées sur la base de l'emploi et de l'ascendance (CDWD). L'éducation d'une génération entière est mise en péril, mais les étudiants des communautés les mieux loties, disposant d'une bonne connexion Internet, s'en sortent tout de même mieux que les autres. Dans le même temps, des dizaines de millions de filles font face au danger de ne jamais remettre les pieds à l'école.⁵ Les milliardaires les plus riches du monde ont vu leur richesse doubler au cours de l'année qui vient de s'écouler⁶, alors que les revenus des travailleurs faiblement rémunérés et issus de l'économie informelle ont drastiquement diminué, voire totalement disparu.

Comme l'a écrit Arundhati Roy, « la pandémie de COVID-19 a été semblable à un rayon X, révélant les failles horribles, systémiques et institutionnalisées de notre monde incontestablement injuste ».

Généralement, lorsque le peuple se mobilise pour exiger que les dirigeants tiennent leurs promesses – à savoir que les ressources nécessaires soient mobilisées pour atteindre les Objectifs de développement durable, pour offrir la protection sociale nécessaire au développement des communautés résilientes, pour indemniser les victimes du changement climatique anthropogène et empêcher que le réchauffement de notre planète ne soit irréversible, pour aider les réfugiés et mettre un terme à la discrimination de genre et de caste – on lui répond souvent que le prix à payer est trop élevé, que les ressources n'existent pas.

Mais la pandémie montre une fois encore que, quand une crise touche les riches et les puissants de ce monde, il est possible de trouver et de mobiliser énormément de ressources.

« Comme l'esclavage et l'apartheid, la pauvreté n'a rien de naturel », a affirmé Nelson Mandela au moment de la naissance de GCAP. « C'est un phénomène créé par l'homme qui peut être résolu et éradiqué par l'action des êtres humains. »

Cette affirmation de Mandela est aussi vraie aujourd'hui qu'elle ne l'était en 2005. Avec les bonnes politiques, nous pouvons transformer les espoirs, les rêves et la vie de toutes les personnes souffrant de l'injustice de la pauvreté et de la discrimination. Nous pouvons émerger du portail de Roy dans un monde juste, inclusif et vert, un monde où les ressources fossiles ne sont pas extraites du sol et où les jeunes ont des opportunités et du travail, un monde où la société civile est valorisée plutôt que persécutée et où tous les individus peuvent vivre en paix et en sécurité sans peur de la violence, que ce soit à la maison ou dans la rue.

Nous faisons face à une opportunité et à un défi, mais Nous, les Peuples, ne pourrions pas être découragés.

Ce document de prise de position se concentre sur quatre domaines de politiques, dans lesquels nous pouvons faire une différence aujourd'hui : garantir un accès gratuit et universel au vaccin pour tous, créer un socle de protection sociale universel, lutter pour la justice climatique et garantir le financement nécessaire pour atteindre ces objectifs. Les informations contextuelles, les objectifs et les revendications qui suivent sont conçus pour être utilisés par des militants dans leurs campagnes aux niveaux local, national et international.

Le travail des coalitions nationales et des parties prenantes de GCAP aux niveaux local et national, surtout depuis le début de la crise de la COVID-19, a façonné les conclusions et les recommandations de ce document. Pour plus d'informations, veuillez consulter les études sur « Les Visages de l'inégalité », notamment les rapports « Ne laisser aucune femme derrière », « Ne laisser aucun membre des communautés DWD derrière » et « Les Visages de la migration ».⁷

Rejoignez-nous et luttons ensemble pour émerger de la pandémie dans un monde équitable pour tous, où personne n'est laissé pour compte !

I. Santé publique : Un vaccin pour tous

L'échec des dirigeants mondiaux à contenir la pandémie, à renverser les inégalités croissantes et à réaliser les Objectifs de développement durable n'est nulle part plus évident que dans l'approche adoptée par la communauté internationale en matière de santé publique ces deux dernières années.

Inégalités liées au vaccin : les faits

- Seuls dix pays ont reçu 75 % de toutes les doses de vaccin contre la COVID-19⁸
- La couverture vaccinale contre la COVID-19 en Afrique est inférieure à 2 %⁹
- L'Union européenne et les États-Unis se sont tous deux procurés assez de doses de vaccin contre la COVID-19 pour complètement vacciner toute leur population cinq fois¹⁰.
- Au rythme actuel de vaccination, les pays pauvres ne pourront pas vacciner la majorité de leurs citoyens avant 2024 au plus tôt¹¹, et peut-être plus tard si le virus mute et que les pays riches offrent des doses de rappel à leurs citoyens.¹²

L'accès universel à la santé, sans aucune forme de discrimination, est un droit humain¹³. Cependant, dans une période où l'accès à un vaccin contre la COVID-19 est essentiel pour la santé individuelle et publique, ce droit fondamental est refusé à des milliards de personnes, ce qui met en danger les communautés du monde entier. Aucune communauté n'est à l'abri de la pandémie, si toutes les communautés ne le sont pas. Aucune nation ne pourra recommencer à vivre entièrement, tant que ce ne sera pas le cas pour toutes les nations.

- Les États-Unis, l'UE, le Japon et la Corée du Sud ont consacré plus de 100 milliards de dollars des contribuables au développement de vaccins contre la COVID-19.¹⁴ La Russie et la Chine ont aussi financé la production de vaccins.
- Moderna, Pfizer et BioNTech engrangent d'énormes profits. Moderna, par exemple, vendra pour plus de 18 milliards de dollars de vaccins contre la COVID-19 en 2021. La marge bénéficiaire de Moderna est estimée à plus de 40 %, ce qui représente 8 milliards de dollars de profits pour l'entreprise.¹⁵
- Le coût de la vaccination de la population mondiale pourrait être cinq fois moins élevé, si les entreprises pharmaceutiques n'exploitaient pas leur monopole sur les vaccins.¹⁶
- Les PDG de Moderna et de BioNTech font partie des 9 nouveaux milliardaires de la période de COVID-19, dont la richesse a explosé grâce au développement des vaccins. En outre, huit milliardaires existants, grâce à leurs investissements dans l'industrie pharmaceutique, ont vu leur richesse combinée augmenter de plus de 30 milliards de dollars, ce qui serait suffisant pour vacciner entièrement toute la population en Inde.¹⁷

Les inégalités en matière de vaccination ont un impact social et économique immense sur les pays où le taux de vaccination est faible. L'économie mondiale perdra 2,3 billions de dollars du fait des retards de vaccination et la majorité du poids de cette perte tombera sur les épaules des pays à faible et moyen revenu.¹⁸

La solution (brièvement) : Un accès gratuit et universel au vaccin contre la COVID-19, ainsi qu'aux outils nécessaires pour endiguer la pandémie, comme des tests, des médicaments, de l'oxygène et d'autres traitements thérapeutiques, en plus de masques et d'équipements de protection individuelle, pour tous, le plus rapidement possible, mais au plus tard en septembre 2022.

4 éléments pour une égalité durable en matière de vaccination

1. Partager les connaissances !

La façon la plus sûre d'atteindre l'égalité en matière de vaccination est de permettre la production de vaccins à travers le monde, plutôt que seulement dans quelques pays. Cependant, cela n'est possible que si la recette n'est pas secrète. L'Inde et l'Afrique du Sud ont demandé à l'Organisation mondiale du commerce de lever temporairement les droits de propriété intellectuelle sur les technologies, les vaccins et les traitements contre la COVID-19, jusqu'à la fin de la pandémie. Plus de 100 nations soutiennent cette proposition, mais elle est actuellement bloquée par l'UE et le Royaume-Uni. Obtenir un soutien international pour une « dérogation à l'Accord sur les ADPIC » permettrait à tous les pays de produire ou d'acheter des vaccins à des prix abordables.

2. Cesser d'accaparer la technologie

Les entreprises pharmaceutiques affirment que même si d'autres producteurs avaient accès à leurs brevets, ils ne pourraient pas produire de vaccin contre la COVID-19. Elles disent que c'est trop compliqué. L'Organisation mondiale de la santé n'est pas de cet avis et a lancé un programme du nom de C-TAP,¹⁹ le *Groupement d'accès aux technologies contre la COVID-19*, pour permettre l'octroi des permis et le transfert des technologies nécessaires pour la fabrication de vaccins à travers le monde. L'industrie pharmaceutique doit jouer son rôle.

3. Investir immédiatement dans la santé publique

Des investissements à grande échelle sont nécessaires de toute urgence pour produire le vaccin, mettre en œuvre les programmes de vaccination et distribuer des médicaments, des kits de tests et des équipements de protection individuelle. D'où les financements viendront-ils ? Heureusement, nous avons un plan. (Rendez-vous à la Section 3: Financement)

4. Ne laisser personne pour compte

Les gouvernements à travers le monde ont adopté ce principe, mais n'agissent pas dans ce sens. Les gouvernements nationaux et locaux doivent garantir une vaccination contre la COVID-19 gratuite et universelle pour tous. La seule manière d'y arriver est de fournir des ressources supplémentaires et d'œuvrer pour atteindre les communautés qui font face à l'exclusion et à la discrimination au quotidien, en ce compris les réfugiés, les migrants, les communautés discriminées sur la base de l'emploi et de l'ascendance (CDWD), les personnes porteuses d'un handicap, les communautés LGBTQI+ et les personnes du troisième genre.

L'Accord sur les ADPIC : qu'est-ce que c'est ?

Un élément clé dans la lutte pour un vaccin pour tous est l'appel à une dérogation à l'Accord sur les ADPIC (*TRIPS Waiver* en anglais).

L'Accord sur les ADPIC est un accord international sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce. Adopté en 1994 et géré par l'Organisation mondiale du commerce, cet Accord a introduit pour la première fois les règles en matière de propriété intellectuelle dans le système commercial international. Il oblige les États membres à respecter les brevets et les droits d'auteur.

Malheureusement, l'Accord sur les ADPIC permet également aux entreprises pharmaceutiques comme AstraZeneca, BioNTech, Moderna, Johnson & Johnson, Pfizer et Sinopharm de garder la mainmise sur la production des vaccins.

GCAP soutient l'Inde, l'Afrique du Sud et plus de 100 autres pays appelant à une dérogation temporaire à l'Accord sur les ADPIC pour les vaccins contre la COVID-19.

Il existe un précédent de dérogation à cet Accord : cela a été fait il y a près de 20 ans pour favoriser l'accès aux traitements contre le VIH-SIDA et diminuer les coûts de ces derniers.²⁰

Discrimination fondée sur l'emploi et l'ascendance

Si le virus de la COVID-19 ne discrimine pas, les individus, eux, oui. Les communautés qui portent traditionnellement le poids de la haine xénophobe, des discriminations ethniques et raciales, du sectarisme de caste et de l'esclavage moderne souffrent également de taux d'infection et de mortalité liés à la COVID-19 plus élevés, en raison d'un accès aux soins de santé inférieur et inégalitaire et de taux de vaccination plus faibles. Par exemple, près de 90 pour cent des municipalités où vivent les Quilombolas au Brésil n'ont accès à aucun service d'urgence, où les patients très malades pourraient être traités.²¹ En Colombie, la moitié des communautés autochtones n'ont pas ou peu d'accès à l'eau potable, « ce qui rend le lavage de mains fréquent impossible, alors qu'il s'agit d'une mesure essentielle pour empêcher les infections ».²²

À travers l'Asie du Sud, les individus des communautés marginalisées ont été poussés vers des emplois de première ligne dangereux et se sont retrouvés à retirer les carcasses des rues ou à nettoyer les cadavres avant qu'ils ne soient incinérés, et ce, sans recevoir le moindre équipement de protection individuelle comme des masques ou des gants. Pour celles et ceux qui tombent malades, il n'existe aucun filet de protection sociale pour les soutenir.

Depuis le début de la pandémie, les communautés discriminées sur la base de l'emploi et de l'ascendance sont soumises à une isolation sociale accrue. En Inde, les Dalits sont accusés à tort d'être porteurs du coronavirus ; les commerçants refusent de leur vendre les produits alimentaires de base, de peur de tomber malade et de mourir, alors que l'accès à l'eau et aux infrastructures sanitaires publiques est bloqué sous prétexte que les Dalits vont « polluer » l'eau en la touchant. Les étudiants des communautés DWD ont été forcés d'abandonner l'école et de reprendre le travail forcé, après que les ralentissements liés à la COVID-19 ont empêché la bureaucratie gouvernementale de renouveler leurs bourses à temps.

Réfugiés et migrants

Plus d'une personne sur cent a fui son domicile à cause de conflits ou de persécutions.²³ Plus de 80 millions de personnes ont été déplacées de force en 2020. Le nombre de migrants à la frontière entre les États-Unis et le Mexique est à son niveau le plus haut depuis plus de vingt ans.²⁴

Les réfugiés et les migrants ont plus de risques de contracter le coronavirus et ne sont pas prioritaires pour la vaccination et les tests. Ils vivent souvent dans des endroits surpeuplés sans aucune protection et sans accès à des infrastructures d'hygiène adaptées, et ils sont ensuite accusés de propager le virus. La fermeture des frontières a enfermé certaines personnes dans des pays ou des lieux de transit. Environ 40 pour cent des plans de vaccination nationaux n'incluent pas, ou ne mentionnent pas, la nécessité de vacciner les réfugiés et les personnes déplacées à l'intérieur du pays.²⁵ Le statut même des migrants les met dans une situation de discrimination accrue.

En cette période de pandémie, l'accès aux documents représente un obstacle majeur pour les personnes déplacées, étant donné que les agences gouvernementales fonctionnent au ralenti voire ferment leurs portes du fait des mesures de distanciation sociale ou des confinements. Sans documentation, les réfugiés et les migrants sont dans l'impossibilité d'avoir accès aux services de santé, à un soutien financier, ainsi qu'à la vaccination.

Même lorsque la vaccination est mise à leur disposition, les migrants sans-papiers sont souvent sur leurs gardes. En Malaisie par exemple, les réfugiés Rohingya craignent que la police ne les arrête sur leur route vers les centres de vaccination. Et leurs craintes ne sont pas infondées. En mars 2020, la Malaisie a arrêté plus de 2000 travailleurs clandestins après avoir promis une amnistie pour les personnes cherchant à se faire tester pour la COVID-19. Par la suite, des clusters ont été détectés dans les centres de détention pour migrants en Malaisie.²⁶

Genre

« Comme un rayon X révèle une maladie, la COVID-19 a exposé les sinistres conséquences des inégalités socio-économiques, civiles et environnementales existantes dont souffrent les femmes. » ~ « Ne laisser aucune femme derrière : l'impact de la COVID-19 sur les femmes et les filles », rapport publié par GCAP et ses partenaires en juillet 2021.²⁷

Si les femmes sont plus susceptibles d'être vaccinées que les hommes aux États-Unis, l'inverse est vrai en Inde et dans de nombreux autres pays. Les personnes du troisième genre sont encore moins susceptibles de recevoir le vaccin contre la COVID-19, la peur et la stigmatisation diminuant leur volonté à se faire vacciner. Cependant, le vrai coût de la pandémie pour les femmes et les filles est encore plus évident sous une autre perspective :

- Une « pandémie de l'ombre » de violence de genre a émergé dans le sillage de la COVID-19. Des pays allant de la Colombie à la Somalie ont rapporté une augmentation de 50 à 80 % du nombre d'appels vers des lignes d'assistance téléphonique, et ce, alors que les services de santé publics sont surchargés par les cas de COVID-19.²⁸
- 20 millions de filles dans les pays à faible et moyen revenu ne peuvent pas participer aux activités d'apprentissage à domicile, alors que leurs écoles restent fermées. Elles pourraient ne jamais retourner à l'école.²⁹
- Le nombre de mariages d'enfants augmente, le fardeau économique de la pandémie poussant les familles à marier leurs enfants à un jeune âge.
- Dans les pays à faible revenu, les taux de mortalité liés à la COVID-19 semblent être plus élevés chez les hommes, ce qui crée une nouvelle génération de veuves, dont la plupart se retrouvent sans aucun soutien financier.

Travailleurs migrants

Des millions de travailleurs migrants ont perdu leur revenu ou la possibilité de se réunir avec leur famille et de retourner au travail du fait des restrictions de voyage liées à la pandémie. Souvent, ces règles touchent les individus indifféremment de leur statut de vaccination. Alors que les vaccins deviennent progressivement disponibles, les pays continuent à discriminer en fonction de la marque de vaccin reçue.

Sept vaccins contre la COVID-19 ont été approuvés par l'Organisation mondiale de la santé.³⁰ Cependant, de nombreuses nations interdisent l'entrée sur leur territoire aux personnes ayant reçu un vaccin chinois, alors que la Chine empêche les voyageurs qui n'ont pas été vaccinés par un vaccin chinois d'entrer sur son territoire. Cette discrimination défavorise les travailleurs migrants qui ne peuvent pas choisir leur vaccin et qui ont seulement accès au type de vaccin disponible dans leur pays. Cette discrimination est injuste et doit prendre fin.

II. Protection sociale

En septembre 2019, le Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, a appelé à une « Décennie d'action », un effort mondial ambitieux de la communauté internationale, des gouvernements locaux et nationaux et de la population à tous les niveaux de la société, pour atteindre les Objectifs de développement durable.

Moins de trois mois plus tard, la Chine rapportait le premier cas de COVID-19 à l'Organisation mondiale de la santé. Il ne faudrait pas beaucoup plus longtemps pour que la pandémie se propage aux quatre coins de la planète et, ce faisant, mette en exergue l'état décrépi des systèmes de protection sociale. Des décennies de promesses non tenues, de politiques qui favorisent le profit plutôt que l'humain et la planète et de programmes d'austérité ont ébranlé les filets de sécurité d'urgence et les services publics essentiels.

Même si les programmes d'urgence offrent du soutien en temps de crise, ce ne sont que des mesures provisoires.

La communauté internationale et les gouvernements nationaux doivent créer un système de protection sociale complet – un socle de protection sociale universel – si nous voulons que les Objectifs de développement durable soient atteints et que les idées de « Ne laisser personne pour compte » et de « La dignité pour tous » soient plus que de simples slogans. C'est un engagement des ODD (Objectif 1, Cible 3) et un droit humain.

Les systèmes de protection sociale sont un mécanisme reconnu, direct et rapide permettant d'éradiquer la pauvreté et de réduire les inégalités. La protection sociale libère la créativité et les capacités individuelles de chacun et offre la résilience nécessaire face aux catastrophes « naturelles », aux pandémies et aux crises économiques. Elle représente un investissement dans la croissance à long terme des pays et des communautés.

Qu'est-ce qu'un socle de protection sociale universel ?

Un socle de protection sociale universel garantit ³¹:

- L'accès aux soins de santé essentiels et de qualité, y compris les soins obstétricaux ;
- Un revenu de sécurité pour les enfants, incluant un accès à un enseignement et à une alimentation de qualité ;
- Des aides financières pour les personnes incapables d'avoir assez de revenus, en ce compris les personnes au chômage, les personnes porteuses d'un handicap ou les parents en congé parental ;
- Le paiement de pensions pour les personnes âgées.

L'ODD 1.3 oblige les pays à « mettre en place des systèmes et mesures de protection sociale pour tous, adaptés au contexte national, y compris des socles de protection sociale, et faire en sorte que, d'ici à 2030, une part importante des pauvres et des personnes vulnérables en bénéficient ». Les indicateurs permettant de mesurer la réalisation de l'ODD 1.3 incluent des données ventilées montrant la proportion des différents secteurs de la population, y compris les femmes, les enfants, les personnes âgées et les groupes vulnérables, couverts par les systèmes de protection sociale.

La protection sociale est un bien public et un droit humain !

Construire une protection sociale universelle

1. Un Fonds mondial

La protection sociale a certes un coût, mais ça reste abordable. L'Organisation internationale du travail estime que le manque de financement dans les pays à faible revenu s'élève à 79 milliards de dollars. Si cette somme représente près de 16 % du PNB de ces pays, elle équivaut aussi seulement à la moitié de l'APD financée par les pays de l'OCDE l'année dernière.

Un Fonds mondial pour la Protection sociale fournira les ressources techniques, consultatives et financières dont les pays à faible revenu ont besoin pour établir et maintenir des socles de protection sociale. Il soutiendra également le renforcement des capacités afin que les pays puissent apprendre les uns des autres et renforcer la résilience des filets de sécurité sociale face aux chocs externes.

La création d'un Fonds mondial a d'abord été proposée par deux experts indépendants des Nations Unies sur les droits humains – le Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation et le Rapporteur spécial sur la pauvreté extrême et les droits humains – en 2012. Cela est plus que jamais nécessaire.

2. Action nationale

Si le financement international et le soutien technique sont importants, ils ne remplacent pas la responsabilité des gouvernements nationaux et locaux de financer des socles de protection sociale nationaux basés sur les droits.

Voici 6 choses à faire et à ne pas faire au niveau national :

- Aider financièrement les personnes qui en ont le plus besoin, y compris les communautés exclues et marginalisées, les migrants et les réfugiés, les personnes âgées, les parents en congé parental, les personnes dans l'incapacité de travailler et les individus qui font face à des discriminations de genre.
- Allouer les ressources nécessaires au renforcement des programmes sociaux existants et financer un socle de protection sociale. Une façon de garantir le respect des droits humains est d'offrir un revenu universel de base, même si la phase de test peut être coûteuse et imprécise.
- Garantir l'accès à la protection sociale à tous les citoyens et résidents, en ce compris les groupes vulnérables et les réfugiés, en supprimant les obstacles bureaucratiques et en priorisant les pratiques « par le bas ».
- Des opportunités éducatives et des soins de santé de qualité sont souvent la meilleure manière de briser le cercle de la pauvreté. Il faut garantir une bonne connexion Internet aux familles à faible revenu et aux communautés marginalisées, surtout dans

le cadre de la pandémie, qui requiert un enseignement à distance, et offrir des bourses aux étudiants issus des communautés discriminées sur la base de l'emploi et de l'ascendance. Alors que les écoles rouvrent, il faut mettre en place des mesures qui veillent à ce que les filles et les étudiants issus des communautés pauvres et marginalisées puissent retourner à l'école.

- Ne pas politiser la protection sociale. C'est un droit, pas une carotte pour réclamer des faveurs politiques ou un bâton permettant de punir des ennemis politiques.
- Investir dans et produire des données ventilées pour suivre les progrès réalisés et garantir la transparence. Ne pas utiliser les données pour cibler ou pointer du doigt certains groupes ou individus.

III. Justice climatique³³

Alors que tous les yeux sont rivés sur la pandémie de COVID-19, la crise climatique et de la biodiversité continue à un rythme soutenu. Inondations, incendies, tempêtes, sécheresses... Les catastrophes « naturelles » dévastent des communautés et des écosystèmes entiers. Cependant, ces catastrophes n'ont rien de naturel. Nous souffrons des conséquences d'une mauvaise gestion politique. L'augmentation des gaz à effet de serre, causée par la combustion des énergies fossiles, est à pointer du doigt. Même si les promesses actuelles sont tenues, la température mondiale est susceptible d'augmenter de 3° Celsius, deux fois plus que la limite acceptable. Nous vivons dans un climat changé et toute fraction de degré, toute année et toute action sont importantes.

Les catastrophes et l'augmentation des températures poussent des millions de personnes dans la pauvreté, et les communautés les moins responsables du changement climatique sont les plus touchées, et souvent les plus ignorées. Les communautés DWD sont contraintes d'habiter dans les endroits les plus sujets aux inondations, aux effondrements de terrain ou autres catastrophes. Les pêcheurs qui perdent leur bateau sont peut-être indemnisés, et à juste titre, mais les Dalits qui fournissent la main d'œuvre ne reçoivent rien. Les assurances et les gouvernements remboursent peut-être les agriculteurs avec de grandes exploitations pour le bétail perdu, mais les familles pauvres qui n'ont pas les moyens de s'acheter des vaches ne reçoivent rien pour les chèvres ou les cochons perdus. Les femmes font partie des populations les plus touchées par le changement climatique et perdent leurs revenus et leur famille, mais elles sont aussi en première ligne du changement, en proposant des solutions et en demandant des comptes.

À moins que nous ne créions des économies vertes qui offrent de vraies opportunités pour tous, dans des communautés propres et sûres, « Se reconstruire en mieux » restera un slogan et rien de plus. Les milliards de dollars alloués à la relance économique doivent être investis de manière à garantir une relance juste qui protège la nature, nettoie l'air que nous respirons et l'eau que nous buvons et crée des emplois sûrs et durables.

Huit étapes pour créer une égalité durable

1. Donner la priorité aux individus et à la planète plutôt qu'au profit et respecter les droits de Mère Nature.
2. Entériner un droit universel à un environnement sain (dans le cadre du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies).
3. Respecter et aller au-delà des engagements pris dans le cadre de l'Accord de Paris. Produire les efforts nécessaires pour que la température globale n'augmente pas de plus d'1,5° C.
4. Encourager des objectifs de consommation énergétique nette zéro, mais veiller à ce qu'ils soient définis par un changement immédiat et tangible.
5. Laisser les énergies fossiles dans le sol. Supprimer et réallouer les subsides alloués à l'industrie des énergies fossiles. Arrêter de construire de nouvelles centrales au charbon et cesser d'utiliser les centrales existantes.
6. Reconnaître la dette écologique due par les pays riches et les générations passées.
7. Les pays riches doivent financer la transition énergétique, et fournir les financements nécessaires pour la prévention climatique et la relance post-catastrophe pour les pays à faible et moyen revenu, ainsi que les communautés marginalisées partout dans le monde. Les pays riches doivent honorer leur engagement de consacrer au moins 100 milliards de dollars par an au financement climatique. Cette somme est un seuil minimum, pas un plafond, et elle doit prendre la forme de financements non concessionnels, et non de prêts générateurs de dettes.³⁵
8. Les mesures de relance doivent se concentrer sur une relance verte et des investissements faibles en carbone. Les programmes de relance post-COVID-19 sont l'occasion parfaite pour que le monde « se reconstruise en mieux » en s'attaquant à la crise climatique et à la perte de biodiversité, et en particulier à l'impact de ces dernières sur les communautés exclues et marginalisées, les réfugiés et les migrants, ainsi que les femmes et les jeunes.

III. Financer l'égalité durable

Si l'on veut atteindre une égalité durable, deux solutions ambitieuses sont nécessaires :

1. **À court terme** : 2,5 billions de dollars sont nécessaires pour gérer la crise de la COVID-19 dans les pays à faible et moyen revenu. Les pays riches ont dépensé plus que cela dans leur propre stratégie de riposte contre la pandémie. Vacciner 80 % de la population mondiale aura un coût de 30 à 50 milliards de dollars (et ce coût pourrait être beaucoup moins élevé si l'on mettait un terme au monopole des entreprises pharmaceutiques en approuvant une dérogation à l'Accord sur les ADPIC). Pour financer cela, nous réclamons l'allocation de plus de 3 billions de Droits de tirage spéciaux (DTS) de la part du FMI. (Plus d'informations à ce sujet ci-dessous. Notez que seul un tiers des DTS est distribué aux pays à faible et moyen revenu).

- 2. Financement annuel :** Comblent les lacunes en matière de protection sociale et établir un socle de protection sociale devrait coûter 1,2 billion de dollars par an.³⁶ Dans les pays à moyen revenu, ce coût doit être largement financé par le biais de taxes, en réformant les systèmes fiscaux et en luttant contre les flux financiers illicites. Nous réclamons une justice fiscale. Les pays à faible revenu ont besoin de près de 80 milliards de dollars par an pour financer la création d'un socle de protection sociale. Ce coût devrait être pris en charge par la communauté internationale. 100 milliards de dollars supplémentaires sont également nécessaires pour le financement climatique, comme convenu, mais pas encore mis en œuvre, par les pays donateurs.³⁷

Bien qu'il s'agisse de sommes importantes, c'est beaucoup moins que ce que les États-Unis et d'autres pays riches ont consacré à des programmes de relance fiscale liés à la COVID-19³⁸ et, heureusement, il y a différentes manières pour la communauté internationale de mobiliser les fonds nécessaires.

A. Droits de tirage spéciaux du FMI (DTS)

Le 23 août 2021, le Fonds monétaire international a émis **650 milliards de dollars** en « Droits de tirage spéciaux » (DTS) pour stimuler les liquidités au niveau mondial et « aider les pays à faire face à l'impact de la pandémie de COVID-19 ». ³⁹ Tous les membres du FMI⁴⁰ ont reçu une tranche de ces DTS, proportionnelle à leur quota au sein du FMI. Traduction : les pays riches en ont reçu le plus. Pour découvrir combien votre pays a reçu, jetez un œil à cette carte.

Que sont les DTS ?

Les Droits de tirage spéciaux sont un outil financier créé par le FMI en 1969. Certains leur donnent le nom d' « or en format papier », parce que les pays peuvent les ajouter à leurs réserves internationales (qui sont souvent composées de dollars américains, d'or et d'autres devises majeures). Les DTS ne peuvent pas être utilisés directement pour acheter quelque chose, mais ils peuvent être convertis dans une des cinq devises suivantes : le dollar américain, la livre britannique, l'euro, le yen et le yuan.

Comment les DTS peuvent-ils être utilisés ?

1. Pour compléter les réserves en devises étrangères d'un pays.
2. Comme garantie pour emprunter de l'argent.
3. Après les avoir convertis dans une des cinq devises citées ci-dessus, un pays peut allouer les fonds comme bon lui semble.
4. Pour rembourser des dettes.
5. Les pays riches peuvent faire don de leurs nouveaux DTS aux nations à faible et moyen revenu.

Pièges et obstacles à éviter :

- Les DTS ne sont pas de la dette. Mais si les pays les utilisent pour emprunter de l'argent, ils pourraient tomber dans un nouveau piège de la dette. Les gouvernements devraient utiliser les DTS pour investir directement dans l'avenir de leur pays, et non comme garantie pour emprunter encore plus.

- Les DTS sont souvent délivrés aux banques centrales, et pas directement aux gouvernements. Dans certains pays, cela peut vouloir dire que les deux parties devront trouver un accord pour que le gouvernement puisse avoir accès à ces fonds. Mais ce n'est pas interdit. Si les règles adéquates sont en place au niveau national, les gouvernements pourront convertir les DTS en dollars américains ou en une autre devise, et utiliser les fonds sans contracter de dette.⁴¹
- Certaines voix conventionnelles pourraient affirmer que les DTS ne peuvent pas être dépensés, qu'ils devraient uniquement être conservés par les banques centrales dans les réserves nationales et qu'ils ne devraient être échangés que dans le cadre de balances de paiements. Cependant, la dernière fois que des DTS ont été émis, en 2009, plusieurs pays à faible et moyen revenu les ont investis dans leur population. Le FMI affirme également que les DTS devraient être utilisés pour répondre aux besoins d'investissements essentiels et urgents.⁴²

Les DTS peuvent sembler complexes, et il est vrai qu'il s'agit d'un instrument inhabituel et qu'il y a beaucoup de règles à respecter, mais leur création offre une opportunité fantastique de financer les vaccins et une égalité durable pour tous. Voici six étapes à suivre pour faire de tout cela une réalité :

Au niveau international (pays riches)

1. Faire don de leurs DTS

Les pays riches n'ont pas besoin de ces réserves supplémentaires et ne les utilisent souvent pas. Mais, à cause de la manière dont le FMI fonctionne, ils reçoivent près de 60 pour cent des nouvelles dotations. Ils doivent faire don de ces DTS aux pays à faible et moyen revenu afin que ces derniers puissent lutter contre la pandémie et financer une égalité durable.

Même le FMI encourage les pays riches à faire don de leurs DTS. Actuellement, ils peuvent le faire de trois façons différentes : bilatéralement (directement à un autre pays), à travers un programme du FMI, le Fonds fiduciaire pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance (FRPC), ou par le biais des banques de développement multilatérales. Malheureusement, le FRPC contient normalement certaines conditions et n'est pas accessible à tous les pays à faible et moyen revenu. Si le FRPC doit être utilisé, nous urgeons les donateurs à envoyer leurs DTS grâce à sa Facilité de crédit rapide, un système de financement d'urgence.

Certains militants de la société civile craignent que si des fonds émanant des DTS sont donnés aux banques de développement régionales, ils n'atteignent pas les populations cibles ou celles qui ont le plus besoin d'aide. Peu importe le moyen utilisé pour « réallouer les DTS » (pour utiliser le jargon officiel), il doit être transparent et responsable et appliqué sans condition et avec un financement sans dette.

2. Travailler avec la société civile

Les DTS doivent être utilisés pour contribuer à une durabilité équitable, particulièrement à la lumière des crises sanitaire, climatique et économique qui touchent l'humanité de plein

fouet. Une des meilleures façons de garantir la transparence et la reddition de comptes est d’impliquer la société civile, en lui laissant son mot à dire sur la manière dont les fonds sont utilisés et en lui offrant un rôle dans la supervision de la mise en œuvre.

3. DTS, deuxième round

Si l’émission d’août 2021 est la plus conséquente de l’histoire du FMI, elle reste trop faible pour répondre aux besoins du monde. Il est nécessaire d’avoir plus de DTS, et leur coût d’émission est faible. Au début de la crise, les Nations Unies ont appelé à financement de 2,5 billions de dollars pour les pays en développement, afin qu’ils puissent lutter contre la COVID-19.⁴³ À de nombreuses occasions, la Chambre des Représentants des États-Unis a adopté des législations appelant à l’émission de 3 billions de DTS (pour un montant de 4,25 billions de dollars).⁴⁴

Au niveau national (pays à faible et moyen revenu)

1. Investir maintenant (Vous mettez de côté au cas où ? C’est le moment ou jamais !)

Les gouvernements doivent utiliser leurs DTS pour investir dans des programmes de vaccination, des initiatives de santé publique et des mécanismes de protection sociale. Mais il faut être prudent : certains gouvernements conservateurs du point de vue fiscal et certaines banques centrales pourraient être tentés de mettre leurs DTS de côté pour gonfler les réserves financières de leur pays, alors que d’autres pourraient utiliser les DTS comme garantie pour emprunter de l’argent, au risque de créer un nouveau piège de la dette. Ne laissez pas cela arriver ! Les DTS doivent être investis dans la population, afin de garantir son droit à la santé et à la dignité.

2. Ne laisser personne pour compte

Les gouvernements doivent allouer des ressources supplémentaires pour s’assurer que les communautés marginalisées bénéficient des dotations de DTS. Lorsque ces fonds sont investis dans la santé publique et les programmes de protection sociale, les communautés exclues doivent être impliquées dans les programmes et les processus, du début jusqu’à la fin, afin de veiller à leur réussite.

3. Transparence et reddition de comptes : Rien pour nous, sans nous

Dans de nombreux pays, l’espace civique s’amenuise, les voix d’opposition et les médias indépendants étant emprisonnés, forcés à l’exil, intimidés ou pire encore. Dans certains cas, partager le « mauvais » post sur les réseaux sociaux est une raison suffisante pour se retrouver du mauvais côté de la loi. Pour s’assurer que ces ressources soient utilisées de manière appropriée, les gouvernements doivent offrir à la société civile la possibilité de partager ses idées et de surveiller la situation. Les experts de la société civile peuvent également offrir des conseils techniques sur la manière dont les banques centrales peuvent permettre aux gouvernements d’avoir accès aux DTS et de les investir dans leur population.

B. Justice fiscale

Personne n'aime payer des taxes plus élevées, surtout pas les entreprises, les *traders* financiers et les milliardaires, dont les revenus et les actifs ont explosé au cours de l'année qui vient de s'écouler. Beaucoup sont adeptes des paradis fiscaux, qu'ils soient légaux ou pas. Cependant, les choses bougent pour qu'ils paient une part plus équitable.

1. Taxe minimum mondiale pour les entreprises

Il est habituel pour les multinationales de déplacer leurs profits vers des pays avec des taux de taxation plus faibles. L'économie numérique rend cette pratique plus facile que jamais auparavant et lance une « course vers le bas » entre les nations souhaitant attirer les fonds. Ces pratiques ont un coût pour les pays : l'OCDE affirme que 240 milliards de dollars de revenus sont perdus chaque année.⁴⁵

Néanmoins, plus de 130 pays soutiennent désormais un plan visant à appliquer un taux de taxation minimum mondial de 15 pour cent sur les grandes multinationales (avec un revenu annuel d'au moins 890 millions de dollars). Le nouveau système, qui doit prendre effet en 2023, redirigera également certaines de ces taxes vers les pays où leurs produits sont vendus, et pas uniquement vers le pays où elles décident d'implanter leur siège social. Les entreprises qui gagnent plus de 23,8 milliards de dollars seront taxées à hauteur de 20 à 30 pour cent, bien que les entreprises financières, les compagnies pétrolières et les industries extractives aient réussi à obtenir une dérogation à cette règle.⁴⁶

Le point de vue de GCAP

- Même si le taux est trop bas, la taxe minimum mondiale est un pas dans la bonne direction. Certains pays ont toujours des taux de taxation inférieurs à 15 pour cent⁴⁷ ; ils doivent rejoindre le nouveau régime fiscal afin que celui-ci fonctionne.
- 15 pour cent, ce n'est tout simplement pas assez. Même l'administration du président américain Joe Biden avait initialement proposé un taux beaucoup plus élevé. La Commission indépendante pour la réforme de la fiscalité internationale des entreprises et de nombreuses organisations de la société civile réclament une taxe minimum mondiale d'au moins 25 pour cent, afin de générer les ressources nécessaires pour la relance.⁴⁸
- Les entreprises de l'industrie extractive font partie des entreprises qui violent le plus les droits humains.⁴⁹ Elles ne doivent pas être autorisées à échapper aux nouvelles règles fiscales. Les compagnies pétrolières et minières doivent aussi payer leur part !
- En octobre, le G20 discutera de la mise en œuvre du nouveau système et de la manière dont les recettes fiscales pourront être redistribuées. Le G20 est un club privé, réservé aux pays riches. Nous devons veiller à ce que les pays à faible et moyen revenu ne soient pas exclus de ce processus. En 2022, il y aura d'autres occasions de faire campagne pour la taxe minimum internationale, alors que l'Union européenne et les autres États débattront de son adoption et de sa mise en œuvre.

2. Taxe Robin des Bois

Cela fait longtemps que GCAP plaide pour l'instauration d'une Taxe sur les transactions financières (*Financial Transactions Tax*, FTT) sur le commerce monétaire, les actions, les obligations et les produits financiers dérivés qui pourrait générer 200 milliards de dollars chaque année pour des programmes essentiels.⁵⁰ La Taxe Robin des Bois décourage la spéculation excessive, particulièrement le trading haute fréquence, tout en générant des recettes fiscales et en encourageant les investissements à plus long terme.

En juillet, près de 125 économistes éminents, dont Koyu Furusawa, Stephany Griffith-Jones, Jeffrey Sachs et Oscar Ugarteche, ont appelé les grandes économies à instaurer des FTT et à appliquer cette taxe à plus d'échanges commerciaux.⁵¹ Une campagne importante est également en cours à New-York, où les militants appellent les législateurs de l'État à imposer une taxe Robin des Bois à Wall Street.⁵² C'est le bon moment pour pousser à l'adoption généralisée de la taxe Robin des Bois !

C. Aide

Il y a près de 51 ans, les nations de l'OCDE se sont engagées à consacrer 0,7 % de leur revenu national brut à l'aide publique au développement (APD).⁵³ Alors que les pays donateurs ont réaffirmé cet engagement à de nombreuses reprises, notamment en 2015 lorsqu'ils ont signé les Objectifs de développement durable, ils sont encore très loin de tenir leur promesse. En 2020, l'APD (en ce compris les prêts) a augmenté pour atteindre 0,32 % du revenu national brut, c'est-à-dire moins de la moitié de ce qui avait été promis. Ces promesses non tenues ont coûté aux nations pauvres 5,7 billions de dollars d'aide perdue.⁵⁴

Notre message aux pays riches reste le même : tenez vos promesses ! Respectez et allez au-delà de l'objectif de 0,7 % pour l'aide. Offrez une aide de qualité, sans condition aucune. L'APD doit atteindre les communautés les plus marginalisées et bénéficier aux femmes, aux jeunes, aux personnes âgées et aux personnes porteuses d'un handicap. Comprendre les besoins locaux et assurer la participation locale est essentiel pour garantir un développement inclusif : « Rien pour nous, sans nous ! ». Faites preuve de transparence et rendez des comptes.

D. Justice en matière de dette

Des revenus fiscaux moins élevés et la dévalorisation de certaines monnaies, couplés à des dépenses plus élevées pour lutter contre la COVID-19 et les catastrophes « naturelles », ont mené à une forte augmentation de la dette des pays pauvres. Une partie de cette dette se trouve auprès d'institutions multilatérales et de pays comme la Chine, alors qu'une partie significative se trouve auprès de créanciers du secteur privé.

Même avant la pandémie, au moins 25 pays dépensaient plus pour rembourser leur dette que pour les services de santé, l'éducation et la protection sociale combinés.⁵⁵ Aujourd'hui, un pays à faible revenu sur quatre est incapable de rembourser sa dette ou présente un risque de surendettement élevé.⁵⁶ Alors que la plupart des pays du monde ont profité d'une ère de taux d'intérêts historiquement bas, les nations pauvres paient systématiquement plus pour pouvoir emprunter les fonds dont elles ont besoin.

Malgré la pandémie, des entreprises comme Blackrock, JPMorgan, HSBC et UBS continuent à réclamer aux pays pauvres qu'ils remboursent leurs dettes, forçant bon nombre d'entre eux à choisir entre maintenir leur cote de crédit ou payer pour des services essentiels.⁵⁷ Dans le même temps, ces entreprises financières font fortune, en empochant près de 15 milliards de dollars combinés pendant le deuxième trimestre de cette année.⁵⁸

Prenez le cas de la Zambie, qui, l'année dernière, n'a pas payé ses échéances sur ses 42,5 millions de dollars d'emprunts obligatoires en euro. La Zambie a signé l'Initiative de suspension du service de la dette (ISSD) de la Banque mondiale, ce qui lui a donné un peu de répit, bien que de nombreux créanciers du secteur privé aient refusé de participer. La Campagne du jubilé de la dette estime que ces créanciers vont obtenir des retours de 250 % sur les obligations zambiennes.⁵⁹

Toutefois, l'ISSD n'est pas la solution à la crise de la dette. Elle offre un délai de huit mois pour les paiements, pas une annulation de la dette. L'Initiative est en outre limitée à 73 pays, et ignore de cette façon les dettes auxquelles font face les pays à moyen revenu.

La crise de la dette est aggravée par le fait que de nombreux prêts sont illégitimes – motivés par des pratiques de prêt abusives, accompagnés de conditions onéreuses et injustes, ne répondant pas aux normes juridiques et démocratiques en vigueur, contractés par des entreprises privées mais assumés par le secteur public, ou simplement volés.⁶⁰

Le point de vue de GCAP

- Une annulation sans condition des paiements de la dette publique externe de la part de tous les créanciers – bilatéraux, multilatéraux et privés – pour tous les pays dans le besoin, pendant au moins les quatre prochaines années.
- Les pays endettés doivent prioriser les besoins sociaux. Ils ne devraient pas recevoir de pénalités s'ils suspendent le paiement de leur dette.
- Nous avons besoin d'un cadre juste, transparent, contraignant et multilatéral pour la résolution des crises de la dette, sous les auspices des Nations Unies, afin de régler le problème des dettes insoutenables et illégitimes.

La revendication de GCAP est claire : Annulez la dette !

E. Le risque de l'austérité

L'austérité est une politique meurtrière. Cela n'a jamais été plus clair qu'à l'heure actuelle, avec des pays et des communautés mal équipés pour réagir à la pandémie de COVID-19, en partie parce que les budgets pour la santé et les programmes sociaux ont été réduits lors de précédentes périodes de restrictions financières.

Des politiques sanitaires et de protection sociale fiables, en ce compris des financements pour un enseignement de qualité pour tous, sont plus nécessaires aujourd'hui que jamais auparavant, alors que de nombreuses personnes à travers le globe souffrent directement de la pandémie et de ses conséquences économiques. Cependant, il existe également un risque croissant de voir les pays à faible et moyen revenu imposer des programmes d'austérité, en

partie à cause de la pression du Fonds monétaire international en matière d'équilibre budgétaire et de remboursement de la dette.

Selon les économistes Isabel Ortiz et Matthew Cummins, « les dépenses élevées nécessaires pour lutter contre la pandémie ont mis les pays en situation de déficit fiscal et d'endettement croissants.⁶¹ Néanmoins, plutôt que d'explorer les options de financement possibles pour offrir un soutien direct à la relance socioéconomique, les gouvernements, sous les conseils du FMI, du G20 et d'autres, optent pour l'austérité. »

Des coupes budgétaires sont attendues dans 154 pays en 2021 et dans plusieurs autres nations en 2022. Si ces programmes sont mis en œuvre, quatre-vingt-cinq pour cent de la population mondiale vivra dans des conditions d'austérité. Les premières estimations montrent également que ces coupes budgétaires seront deux fois plus élevées, en termes de pourcentage du PIB, que pendant les vagues d'austérité qui ont suivi la crise financière de 2008-2009.⁶²

« À chaque fois, quand les pays ont besoin de ressources du FMI, on observe un engagement à établir des mesures d'austérité à partir de 2021 », a affirmé Mario Valencia, économiste de Latindadd.

Cela contraste grandement avec les États-Unis, l'Europe et le Japon, où les gouvernements dépensent plus que jamais pour atténuer le poids de la pandémie et assurer une reprise économique totale.⁶³

Prenez l'exemple de la Colombie qui, face à un déficit budgétaire et des problèmes d'équilibre des paiements, se retrouve sous pression pour réduire ses dépenses et augmenter les taxes. La Colombie se retrouve en plein cœur d'un « piège de l'austérité » : elle a besoin de plus de prêts pour couvrir son déficit, mais ce piège est une conséquence directe des exonérations fiscales accordées précédemment, à la demande du FMI.

En avril, le gouvernement du président Iván Duque a augmenté les impôts, à la demande du FMI, afin de récolter 7,5 milliards de dollars, principalement sur le dos de la classe moyenne. Duque avait à l'époque avancé que ces nouveaux impôts permettraient de financer des programmes sociaux, mais un examen détaillé a révélé que près de 60 % de cet argent serait utilisé pour rembourser la dette nationale. Pour l'instant, ce plan fiscal n'est plus d'actualité : des grèves nationales ont poussé le gouvernement de Duque à le retirer et ont forcé son ministre des Finances à démissionner.⁶⁴ Néanmoins, en août, Duque a présenté une version édulcorée de ce projet de loi au Congrès colombien.

Le point de vue de GCAP

- Les programmes d'austérité vont mettre à mal la relance économique. Ils mettront également en péril la réalisation des Objectifs de développement durable et sont susceptibles de bafouer les droits de la population, puisque les services essentiels, dont l'accès à la santé et à l'éducation, sont restreints.
- L'austérité n'est pas nécessaire. Il existe de nombreuses autres mesures qui permettent de financer la protection sociale, les programmes de vaccination et la lutte pour le climat et d'équilibrer les budgets, notamment les DTS, une taxe minimum mondiale sur les entreprises, des taxes sur les transactions financières, l'ADP,

l'annulation de la dette et des mesures pour faire disparaître les paradis fiscaux et éradiquer l'évasion fiscale.

- #MettreUnTermeÀl'Austérité (*#EndAusterity*). Dites NON aux plans d'austérité gouvernementaux et multilatéraux.

NOTES DE FIN et RÉFÉRENCES

- ¹ Arundhati Roy, “The pandemic is a portal”, Financial Times, 4 avril 2020
- ² António Guterres, “Secretary-General calls for renewal of social contract in new report”, 10 septembre 2021
- ⁴ Source : Banque mondiale, “Updated estimates of the impact of COVID-19 on global poverty: Turning the corner on the pandemic in 2021?”, 24 juin 2021
- ⁵ UNESCO, Coalition mondiale pour l’éducation, <https://en.unesco.org/covid19/educationresponse/globalcoalition>
- ⁶ Les cinq milliardaires les plus riches des États-Unis – Jeff Bezos, Bill Gates, Mark Zuckerberg, Larry Page et Elon Musk – ont vu leur richesse combinée augmenter de 107 % entre le 18 mars 2020 et le 17 août 2021. Le milliardaire “moyen” n’a bénéficié que d’une augmentation d’environ 60 %. Consultez les dernières statistiques ici : <https://inequality.org/great-divide/updates-billionaire-pandemic>. Vous pouvez également trouver plus de détails ici : inequality.org/facts/inequality-and-covid-19/#wealth-income-inequality-covid.
- ⁷ <https://gcap.global/faces-of-inequality>
- ⁸ Source : Organisation mondiale de la santé. Référence à : “WHO Director-General's remarks at the 1st International Forum on Vaccine Cooperation (5 août 2021)”
- ⁹ Source : Organisation mondiale de la santé. Référence à : “Director-General's opening remarks at the Seventy-first session of the Regional Committee for Africa” (24 août 2021). Au niveau mondial, la couverture vaccinale dans les pays à faible revenu est inférieure à 2 pour cent. (Pour des statistiques actualisées, consultez ourworldindata.org)
- ¹⁰ L’Europe a obtenu 4,6 milliards de doses. L’UE a une population d’environ 447 millions (source : Commission européenne). Il y a dix fois plus de doses que de citoyens européens, ou cinq fois plus de doses que le nombre nécessaire pour que toute la population soit doublement vaccinée.
- ¹¹ Source : Duke Global Health Innovation Center.
- ¹² James Cole et Anthony Kamande, “Vaccine Hypocrisy: How the G7 are putting millions of lives at risk by prioritising pharmaceutical monopolies over vaccinating the world”, Bulletin politique, People’s Vaccine Alliance.
- ¹³ Le droit à la santé est entériné dans la Déclaration universelle des droits de l’homme, dans le Pacte international lié aux droits économiques, sociaux et culturels et dans de nombreuses constitutions nationales.
- ¹⁴ Fondation KENUP, “Governments Spent at Least €93bn on COVID-19 Vaccines and Therapeutics During the Last 11 Months”, 11 janvier 2021.
- ¹⁵ SOMO (Centre de recherche sur les entreprises multinationales), “Moderna vaccine profits channelled to tax havens”, 13 juillet 2021.
- ¹⁶ The People’s Vaccine, “The Great Vaccine Robbery”, communiqué de presse, 29 juillet 2021, <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/The%20Great%20Vaccine%20Robbery%20Policy%20Brief%20final.pdf>
- ¹⁷ Oxfam Int’l, “COVID vaccines create 9 new billionaires with combined wealth greater than cost of vaccinating world's poorest countries”, 20 mai 2021.
- ¹⁸ EIU, “Delayed vaccination timelines will cost the global economy US\$2.3trn,” 25 août 2021.
- ¹⁹ Plus d’informations sur : www.who.int/initiatives/covid-19-technology-access-pool
- ²⁰ Plus de détails dans le document “Access to affordable medicines for HIV/AIDS and hepatitis: the intellectual property rights context”, publié par l’Organisation mondiale de la santé en 2014.
- ²¹ Nations Unies, Division pour les objectifs de développement durable, <https://sustainabledevelopment.un.org/index.php?page=view&type=30022&nr=2956&menu=3170>
- ²² Abya Yala, “The impact of COVID-19 on indigenous peoples in Latin America: Between invisibility and collective resistance,” Commission économique pour l’Amérique latine et les Caraïbes (ECLAC), Nations Unies, 2021.
- ²³ Source : HCR. Le chiffre exact est 1 sur 95.
- ²⁴ “Migrant encounters at U.S.-Mexico border are at a 21-year high”, Pew Research Center, 13 août 2021.
- ²⁵ “High Risk – Low Priority: Why unlocking COVID-19 vaccine access for refugees and internally displaced communities is critical for children”, World Vision, 11 juin 2021. Voir aussi : “Refugees are at high risk of COVID-19 infection, but low priority for vaccines”, The Conversation, 30 juillet 2021.
- ²⁶ “Fear of arrest among undocumented risks Malaysia vaccine push”, Al Jazeera, 06 août 2021.
- ²⁷ Accédez aux rapports *Leave No Woman Behind* (« Ne laisser aucune femme derrière ») ici : <https://gcap.global/leave-no-woman-behind>.

²⁸ Population Institute, “The Shadow Pandemic: Addressing gender-based violence during the COVID-19 pandemic”, juin 2021.

²⁹ Fonds Malala, “Girls Education and COVID-19”

³⁰ En date du 10 septembre 2021, l’OMS avait approuvé Moderna, Pfizer/BioNTech, Johnson & Johnson, Oxford/AstraZeneca, le Covishield du Serum Institute of India, Sinopharm et Sinovac. Plus d’informations ici : <https://covid19.trackvaccines.org/agency/who>. Pour plus d’informations sur l’impact de la COVID-19 sur les travailleurs migrants, consultez le Portail des données sur la migration :

www.migrationdataportal.org/themes/migration-data-relevant-covid-19-pandemic

³¹ La recommandation 202 de l’Organisation internationale du travail (OIT) définit les socles nationaux de protection sociale et a été adoptée à l’unanimité par tous les États membres de l’OIT en 2012 : www.social-protection.org/gimi/ShowRessource.action?ressource.ressourceId=31088

³³ GCAP remercie de tout cœur les nombreux militants, experts et membres du réseau pour leurs contributions et leur participation à la rédaction de cette section, notamment Latindadd, le mouvement Enlaces por la Sustentabilidad, le Priestley International Centre for Climate, le Centre Stanley pour la paix et la sécurité, le groupe de travail mondial Coal Phase-Out, co-présidé par E3G et Europe Beyond Coal.

³⁵ Plus d’informations dans cette analyse du Groupe d’experts indépendants sur le financement climatique : “Delivering on the \$100 billion Climate Financing Commitment and Transforming Climate Finance,” décembre 2020, www.un.org/sites/un2.un.org/files/100_billion_climate_finance_report.pdf

³⁶ Voir le Focus protection sociale de l’OIT : “Financing gaps in social protection,” 17 septembre 2020.

³⁷ Les pays riches se sont engagés à payer au moins 100 milliards de dollars par an, à partir de 2020, pour le financement de la lutte pour le climat, dans le respect de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC). Cette promesse n’a pas été tenue.

³⁸ Les États-Unis ont consacré plus de 5,3 billions de dollars à la relance économique post-COVID (3,4 billions autorisés par le Congrès américains quand Donald Trump était président, et encore 1,9 billion sous Joe Biden. Cela n’inclut pas les autres stimuli fiscaux en matière d’infrastructures ou les investissements dans les vaccins). D’autres pays riches ont également alloué des sommes importantes à leur relance économique nationale.

³⁹ <https://www.imf.org/en/Topics/special-drawing-right>

⁴⁰ Le FMI compte 190 membres. Presque tous les pays sont membres. (Les seuls pays qui ne sont pas membres du FMI sont Cuba, le Liechtenstein, Monaco, la Corée du Nord, Taïwan et la Cité du Vatican.)

⁴¹ Latindadd, “Handbook for the use of Special Drawing Rights SDRs for Fiscal Purposes,” août 2021.

⁴² Pour plus de détails, se référer au guide de Latindadd sur les DTS : www.latindadd.org/2021/08/18/us-650-billion-special-drawing-rights-sdr-can-be-used-to-face-the-pandemic-crisis

⁴³ <https://unctad.org/news/un-calls-25-trillion-coronavirus-crisis-package-developing-countries>

⁴⁴ Voir par exemple H.R. 6581, le *Robust International Response to Pandemic Act*, www.congress.gov/bill/116th-congress/house-bill/6581/text?r=2&s=1. Le centre pour la recherche économique et politique (CEPR) note également que 3 billions de DTS sont nécessaires pour lutter contre le coronavirus : <https://cepr.net>.

⁴⁵ www.oecd.org/tax/beps

⁴⁶ OCDE, “Statement on a Two-Pillar Solution to Address the Tax Challenges Arising From the Digitalisation of the Economy,” 1 juillet 2021. Lire aussi : Graison Dangor, “G20 Signs Off On 15% Global Minimum Corporate Tax—Here’s How It Will Work”, Forbes, 11 juillet 2021.

⁴⁷ Ceci est basé sur les taux de taxation de 2020. Pour plus d’informations, consultez TaxFoundation.org : <https://taxfoundation.org/publications/corporate-tax-rates-around-the-world/#Rates>

⁴⁸ “Today’s deal is not historic or sufficient,” ICRICT, 5 juin 2021. Lire également : “Dismantling the Box: Stepping outside the International Narrative”, ANND, 22 juillet 2021.

⁴⁹ Human Rights Watch recense nombre de ces abus, y compris des cas récents en Birmanie, au Venezuela et en Zambie. Plus d’informations ici : www.hrw.org/topic/business/oil-mining-and-natural-resources

⁵⁰ En juin 2010, le FMI a annoncé qu’il estimait qu’ « une taxe d’un point de base permet de récolter 200 milliards de dollars par an, si elle est appliquée mondialement sur les actions, les obligations et les produits financiers dérivés et qu’une taxe Tobin de 0,5 point de base sur les opérations au comptant et les opérations dérivées dans les 4 devises majeures pourrait permettre de récolter entre 20 et 40 milliards. Depuis lors, le volume des transactions commerciales a encore augmenté, et les montants pourraient donc être encore plus importants aujourd’hui. » Lire : FMI, “A Fair and Substantial Contribution by the Financial Sector: Final Report for the G-20,” juin 2010, p.19.

⁵¹ **Lettre au G20** : www.robinhoodtax.org.uk/sites/default/files/Economists_Finance_Experts_FTT_letter.pdf

Signataires de la lettre :

<https://www.robinhoodtax.org.uk/sites/default/files/Signatories%20of%20the%20%20Economists%E2%80%99%20FTT%20Letter%20to%20the%20G20%20Finance%20Ministers.pdf>

Contexte / couverture médiatique :

<https://www.theguardian.com/business/2021/jul/08/g20-is-told-tax-financial-transactions-to-help-covid-recovery>

⁵² <https://www.taxjustice.net/2021/02/19/submission-to-new-york-state-assembly-the-case-for-financial-transactions-taxes/>

⁵³ Cette promesse a été faite pour la première fois le 24 octobre 1970 et exprimée en termes de Produit national brut (PNB). En 1993, l’engagement a été amendé pour représenter un pourcentage du revenu intérieur brut (RIB). Pour plus d’informations, consultez : www.oecd.org/development/stats/the07odagnitarget-ahistory.htm and <https://sdgs.un.org/goals/goal17>.

⁵⁴ Oxfam, “50 years of Broken Promises: The \$5.7 trillion debt owed to the poorest people”, octobre 2020.

⁵⁵ UNICEF, “COVID-19 and the Looming Debt Crisis”, avril 2021.

⁵⁶ Fonds monétaire international, www.imf.org/external/Pubs/ft/dsa/DSAlist.pdf

⁵⁷ “Tell the banks: Cancel the Debt!” <https://act.jubileedebt.org.uk/tell-banks-cancel-debt>

⁵⁸ JPMorgan a rapporté un revenu net de 11,9 milliards de dollars. Le profit de Blackrock au deuxième trimestre était de 1,55 milliards de dollars, et celui d’UBS était de 2 milliards de dollars. HSBC a rapporté des profits de près de 11 milliards de dollars pour le premier semestre, deux fois plus que l’année précédente.

⁵⁹ Campagne du jubilé de la dette, “Zambia’s Debt Default”, 17 novembre 2020. En août 2021, la Zambie a élu un nouveau président, Hakainde Hichilema. Son gouvernement négocie un nouveau prêt avec le FMI, afin de l’aider à structurer la dette du pays. Lire aussi : Voice of America, “Zambia’s New Finance Minister Says IMF Deal Key to Fixing Debt Problems”, 29 août 2021.

⁶⁰ Lire la Lettre ouverte « Action globale pour l’annulation de la dette » pour plus d’informations et de revendications : <https://debtgwa.net>

⁶¹ Isabel Ortiz et Matthew Cummins, “Global Austerity Alert: Looming Budget Cuts in 2021-25 and Alternative Pathways”, document de travail, avril 2021.

⁶² *ibid.*, lire également Isabel Ortiz et Matthew Cummins, “Global Austerity Alert: Looming Budget Cuts in 2021-25 and Alternatives”, IPS, ipsnews.net/2021/04/global-austerity-alert-looming-budget-cuts-2021-25-alternatives

⁶³ L’UE a alloué 2 billions d’euros à la relance économique postpandémique. Le Japon a déjà dépensé 3 billions de dollars et envisage d’en dépenser encore plus. En plus des mesures de relance déjà déployées, l’administration Biden essaie de faire passer un budget de 4,5 billions de dollars pour de nouvelles infrastructures et des programmes sociaux. Voici trois sources avec plus de détails :

UE : Commission européenne, Plan de relance pour l’Europe, ec.europa.eu/info/strategy/recovery-plan-europe_en | Reuters: “[Japan eyes fresh stimulus package as new curbs weigh on growth](https://www.reuters.com/article/asia-economy-japan-stimulus/japan-eyes-fresh-stimulus-package-as-new-curbs-weigh-on-growth)” |

CNBC” “[Here’s what happens next as Democrats try to pass Biden’s multitrillion-dollar economic plans](https://www.cnbc.com/2021/07/13/here-s-what-happens-next-as-democrats-try-to-pass-biden-s-multitrillion-dollar-economic-plans.html)”

⁶⁴ Mario Alejandro Valencia, “[Economic stability with social instability: The IMF and austerity protests in Colombia](https://www.imf.org/en/News/Articles/2021/07/13/economic-stability-with-social-instability-the-imf-and-austerity-protests-in-colombia)”, 13 juillet 2021.